



OBSERVATOIRE DU  
**DOCUMENTAIRE**

CONSULTATIONS DU FONDS DES MÉDIAS DU CANADA AUPRÈS DE L'INDUSTRIE

**Propositions de l'Observatoire du documentaire  
Présentées au FMC le 14 novembre 2018**

CANADA MEDIA FUND CONSULTATIONS WITH INDUSTRY

**Proposals from the Documentary Network  
Presented to the CMF November 14, 2018**

**Propositions de l'Observatoire du documentaire  
Présentées au FMC le 14 novembre 2018**

**CONTEXTE**

En marge des consultations lancées par le Fonds des médias du Canada (FMC) à l'automne 2018, l'Observatoire a procédé à ses propres consultations auprès d'organisations membres et de producteurs actifs dans le milieu télévisuel. Les discussions ont porté sur plusieurs aspects, en prenant en compte les grands thèmes proposés par le FMC pour ses consultations, soit « les répercussions potentielles sur le FMC des changements importants dans les habitudes de consommation de contenu, l'évolution rapide des conditions du marché et des modifications réglementaires et en matière de politiques, en particulier à la lumière du Cadre stratégique du Canada créatif du gouvernement fédéral et l'examen récemment entrepris des lois sur les télécommunications et la radiodiffusion »<sup>1</sup>.

L'Observatoire a aussi pris en compte le document *La production documentaire télévisuelle soutenue par le Fonds des médias du Canada de 2012 à 2017*<sup>2</sup>, présenté lors du forum 2018 de l'Observatoire du documentaire, ainsi que les discussions que ce document a suscitées, pour élaborer les propositions présentées aujourd'hui.

**Compte rendu des discussions émanant des consultations de l'Observatoire et pistes de solutions proposées**

**La priorité : mettre fin à la pression de la cote d'écoute sur le documentaire**

- Revoir prioritairement le calcul des enveloppes au FMC afin que les cotes d'écoute ne soient plus un critère prépondérant pour le genre documentaire, plus spécifiquement pour le documentaire unique. Le genre documentaire doit être considéré comme un genre à part (comme la jeunesse, d'ailleurs) pour le calcul de la cote d'écoute. La notion de performance autour de la cote d'écoute à la télévision n'est plus adaptée de manière générale et rend aussi très difficile le travail des télédiffuseurs publics, pris entre les exigences de performance et l'importance de remplir leur mandat respectif.

- Des solutions audacieuses pourraient être envisagées par le FMC, comme celle de créer des facteurs multiplicateurs pour la cote d'écoute, spécifiquement pour le documentaire unique ou le documentaire dans son ensemble. Cependant, dans cette perspective, il serait primordial, pour établir le calcul, de prendre en compte la performance de la cote d'écoute d'un documentaire par rapport à la cote d'écoute moyenne de la chaîne et non par rapport à la cote d'écoute de l'ensemble des chaînes. Il faudrait aussi explorer la possibilité d'apporter des changements dans les données d'écoute calculées sur sept jours et uniquement à la télévision, qui ne sont plus adaptées aux nouvelles manières de consommer le contenu.

- Un changement des modalités concernant les cotes d'écoute aurait l'avantage de favoriser le documentaire unique et le documentaire en général. Le fait que le FMC considère à part le documentaire, encouragerait l'investissement des télédiffuseurs, puisque le retour sur investissement serait plus intéressant avec une bonification, spécialement pour ce genre et ce format.

---

<sup>1</sup> <https://www.cmf-fmc.ca/fr-ca/nouvelles-et-evenements/actualites/septembre-2018/rappel-groupes-de-discussion-du-fmc-inscrivez-vous-des-maintenant>

<sup>2</sup> <http://obsdoc.ca/publication/la-production-documentaire-televisuelle-soutenue-par-le-fmc-de-2012-a-2017/>

## Des programmes à éliminer?

- Dans les programmes sélectifs, nous proposons d'éliminer l'obligation d'avoir un volet « médias numériques » (comme un site web).
- Les programmes de type « mesures incitatives ou co-développement international » sont aussi jugés inutiles. Ces programmes ne sont pas nécessaires aux producteurs et aux télédiffuseurs. Les ressources devraient être attribuées dans d'autres secteurs, dont celui du documentaire, et ce, directement.

## Mise en marché et performance : de nouvelles manières d'entrevoir ces aspects

- Un soutien supplémentaire à la mise en marché de la part du FMC est demandé par les producteurs. Ces derniers voudraient pouvoir accorder un montant plus important à ce poste budgétaire, avec des règles moins restrictives à cet égard.
- Il est demandé que le FMC réfléchisse à la notion de performance et de rayonnement dans son ensemble, et qu'il explore des pistes de solution qui permettraient que « la stratégie » et « l'effort marketing » puissent être considérés comme des facteurs de performance.
- Il est aussi demandé que soit explorée la possibilité de tenir compte des sélections en festivals ou des nominations à certains prix (Gémeaux, Écrans canadiens, etc.) pour obtenir une bonification pouvant favoriser le documentaire.

## La création d'un programme de documentaires d'auteur de langue française : une avenue prometteuse?

- La création d'un Programme de documentaires d'auteur de langue française (comme cela existe avec le *English POV Program*, du côté anglophone) serait souhaitable pour certains producteurs. Dans un contexte de baisse de budget et de pressions sur les télédiffuseurs pour engendrer plus de cotes d'écoute, le genre du long-métrage d'auteur se trouve délaissé, en français. Le programme POV ayant donné de bons résultats et favorisé la production de longs-métrages documentaires d'auteur, aux budgets élevés, tout porte à croire qu'un programme semblable pourrait réussir à atteindre le même objectif en français.
- Pour les télédiffuseurs, le « POV français » ne serait pas la solution idéale, à moins que le FMC n'injecte de l'argent neuf dans ce programme. Pour ces diffuseurs, il serait difficile de planifier les projets dans le contexte d'une programmation annuelle. Cela aurait aussi comme conséquence d'étirer la recherche de financement pour les producteurs. Par ailleurs, dans un contexte où l'on récompense actuellement la performance à l'écoute, ces œuvres auraient tendance à moins performer et pourraient faire perdre de l'argent provenant des enveloppes de rendement aux télédiffuseurs. Cette mesure occasionnerait aussi un problème d'inventaire pour certains télédiffuseurs.
- Dans le contexte où le FMC irait de l'avant avec un POV français, producteurs et télédiffuseurs s'entendent pour dire qu'il faudrait limiter la contribution du Fonds à un montant beaucoup moins élevé que le 400 000,00\$ qui a présentement cours en anglais.

**L'Observatoire du documentaire regroupe les associations professionnelles et organismes suivants :**  
Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC), Association québécoise de la production médiatique (AQPM), Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), Bell Media (Canal D), Conseil québécois des arts médiatiques (CQAM), Documentaristes du Canada (DOC), Front des réalisateurs indépendants du Canada (FRIC), Guilde canadienne des réalisateurs (GCR), Office national du film du Canada / National Film Board of Canada (ONF/NFB), Regroupement des distributeurs indépendants de films du Québec (RDIFQ) représenté par Films du 3 Mars (F3M), Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), Société Radio-Canada (SRC), Société des Auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), SPIRA, Télé-Québec (TQ)

## CANADA MEDIA FUND CONSULTATIONS WITH INDUSTRY

### **Proposals from the Documentary Network Presented to the CMF November 14, 2018**

#### **CONTEXT**

In concert with the consultations launched by the Canada Media Fund (CMF) in the fall of 2018, the Documentary Network held its own consultations with member organizations and producers active in the television sector. Discussions focused on several aspects relative to the core topics proposed by the CMF for its consultations, namely that “significant shifts in content consumption habits, rapidly-evolving market conditions, as well as policy and regulatory changes will impact the CMF’s funding programs, particularly in light of the government’s Creative Canada Policy Framework and the recently-launched review of the Telecommunications and Broadcasting Acts.”<sup>1</sup>

The Network also reflected on the document entitled *Television Documentary Production Supported by the Canada Media Fund from 2012 to 2017*<sup>2</sup>, presented at the Documentary Network’s 2018 Forum, as well as the discussions that this document generated, in order to develop the proposals presented today.

#### **Report of the discussions emanating from the Network’s consultations and suggested solutions**

##### **The priority: end the pressure of ratings on documentary films**

- Prioritize a review of the CMF’s calculation process for envelopes, so that ratings are no longer a predominant criterion for the documentary genre and specifically for the one-off documentary. The documentary genre must be considered as a separate genre (much like youth films, for that matter) when it comes to ratings calculations. This notion of performance, centred on television ratings, is no longer generally suitable and creates difficulties for public broadcasters, compelling them to reconcile performance requirements with the importance of fulfilling their respective mandates.

- Bold solutions could be considered by the CMF, such as creating multipliers for audience ratings, either specifically for one-off documentaries or for documentary films as a whole. However, in establishing the calculation, it would be essential to consider the ratings performance of a given documentary in relation to the average ratings of the channel on which it airs, rather than the generalized ratings for all channels. It would also be important to explore the possibility of making changes to the current ratings assessment – occurring over seven days and focused solely on television – which is no longer suitable to the various new ways of consuming content.

- A change in the ratings modalities would have the advantage of promoting one-off documentaries and documentary film in general. Viewing documentary as a separate genre would encourage broadcaster investment, as genre-and-format-specific incentives would make for more attractive financial returns.

---

<sup>1</sup> <https://cmf-fmc.ca/en-ca/industry-engagement/outreach-consultation/consultation-tour-2018>

<sup>2</sup> <http://obsdoc.ca/publication/television-documentary-production-supported-by-the-canada-media-fund-from-2012-to-2017/?lang=en>

## Programs to eliminate?

- In selective programs, we propose to eliminate the requirement of a digital media component (such as a website).
- "International incentives or co-development" type programs are also not considered useful. These programs are not necessary for producers and broadcasters. Resources should be allocated to other areas, including documentaries, and done so directly.

## Marketing and performance: new ways to interpret these aspects

- Additional marketing support from the CMF is requested by producers. The producers would like to have the opportunity to grant a larger amount to this budget item, with less restrictive rules applied.
- It is requested that the CMF reflect on the notion of performance and outreach and explore avenues for solutions that would allow for "strategy" and "marketing efforts" to be considered performance factors.
- It is also requested that festival selections or nominations for certain awards (Geminis, Canadian Screen Awards, etc.) be considered, and explored as an avenue to obtaining bonuses that could favor documentary production.

## The creation of a French-language documentary program: a promising avenue?

- The creation of a French-language documentary program (in the model of the existing English POV Program) would be desirable for some producers. Due to declining budgets and pressures on broadcasters to generate more ratings, the author-driven feature film genre has largely been discarded when it comes to French-language productions. Since the POV program has been successful in favouring the production of author-driven documentary feature films with large budgets, there is every reason to believe that a similar program could achieve the same objective in French.
- For broadcasters, the "French POV" solution would not be ideal, unless the CMF injects new money into this program. For these broadcasters, it would be difficult to plan such projects in the context of their annual programming. This would also result in extending the search process for funding. Moreover, given the current emphasis on performance, there is a risk of losses for broadcasters in performance envelopes, as these works would tend to perform less well by the current metrics. This measure would also cause an inventory problem for some broadcasters.
- Should the CMF go ahead with a French POV program, producers and broadcasters agree that the contribution from the Fund should be limited to a much lower amount than the \$400,000 currently in place for the English program.

## The Documentary Network brings together the following professional associations and organizations:

Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC), Association québécoise de la production médiatique (AQPM), Alliance québécoise des techniciens de l'image et du son (AQTIS), Association des réalisateurs et réalisatrices du Québec (ARRQ), Bell Media (Canal D), Conseil québécois des arts médiatiques (CQAM), Documentaristes du Canada (DOC), Front des réalisateurs indépendants du Canada (FRIC), Guilde canadienne des réalisateurs (GCR), Office national du film du Canada / National Film Board of Canada (ONF/NFB), Regroupement des distributeurs indépendants de films du Québec (RDIFQ) représenté par Films du 3 Mars (F3M), Rencontres internationales du documentaire de Montréal (RIDM), Société Radio-Canada (SRC), Société des Auteurs de radio, télévision et cinéma (SARTEC), SPIRA, Télé-Québec (TQ)